

**EXPORTATIONS ET TRANSFERTS D'ARMES:
DE L'EUROPE VERS L'AFRIQUE,
PAR PAYS**

Janvier 2011

Etude réalisée par le Réseau Afrique-Europe Foi et Justice – AEFJN



EXPORTATIONS ET TRANSFERTS D'ARMES DE L'EUROPE VERS L'AFRIQUE, PAR PAYS

1. Vue d'ensemble

La vente et le transfert d'armes vers le marché africain sont une entreprise très profitable pour beaucoup de pays et de sociétés d'Europe. Par exemple, la Russie, deuxième exportateur d'armes après les Etats-Unis, a vendu 14% de ses armes et de ses exportations d'armes pour 2005-2009 à l'Afrique, son deuxième marché. Pendant le même laps de temps, les exportations d'armes allemandes vers l'Afrique ont augmenté de 100% entre 2000 et 2004, et les exportations françaises ont augmenté de 30%. Il est important de noter qu'une majorité du matériel de défense, des avions et des véhicules qui sont envoyés en Afrique sont remis à neuf ou sont de seconde main; beaucoup sont des restes de l'ère de militarisation de la guerre froide, particulièrement les armes de pays d'Europe orientale tels que l'Ukraine.

Au cours de la période 2005-2009, l'Afrique du Sud et les pays nord-africains d'Algérie, Maroc, Libye et, dans une moindre mesure, l'Egypte et la Tunisie, sont les plus grands importateurs d'armes en Afrique. Il y a une tendance nette qui indique une sinistre course nord-africaine aux armements, avec l'Algérie en tête. Et alors que les exportations d'Europe vers l'Afrique sub-saharienne ne sont pas comparables en étendue ou en mesure à celles de leurs voisins du nord, SIPRI rapporte que "dans plusieurs cas, des volumes relativement petits d'envois d'armes vers des pays africains sub-sahariens ont eu un impact majeur sur les dynamiques des conflits régionaux." Le problème de l'exportation d'armes vers un pays, uniquement pour qu'elles soient redistribuées dans des zones de conflit, est très réel et il met en lumière l'importance de la vérification de l'utilisateur final. Des armes et de l'équipement militaire livrés au Tchad sont souvent détournés vers le conflit au Darfour et, en 2009, des tanks ont été exportés vers le Kenya, même si au cours de l'opération, il y avait une nette indication que l'utilisateur final visé était en réalité le gouvernement du Sud-Soudan. Certains pays européens ont sciemment exporté ou transféré des armes, ou ils ont servi d'agents intermédiaires pour une transaction d'armes pour des pays qui avaient été sous un embargo international d'armes pour tout ou partie de la période comprise entre 2005 et 2009. Ces pays sous embargo quoique receveurs incluent: la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Erythrée, le Libéria, la Libye, la Sierra Leone, la région Darfour du Soudan et la Somalie. En dépit du fait que la Somalie a été sous embargo depuis 1992, la Pologne, la Lituanie, l'Italie, le Kazakhstan et des hommes d'affaires privés ont violé l'embargo et exporté des armes vers la Somalie entre 2005 et 2009, selon le "Ploughshares Fund" (fondation américaine pour l'élimination des armes). Le résultat a été une militarisation du continent africain. Par exemple, le gouvernement du Soudan utilise 60% des revenus de son pétrole pour se procurer des armes étrangères et construire sa propre industrie domestique d'armes. Les exportations d'armes vers l'Afrique ont aussi amené à des accumulations d'armes en excès qui continuent à circuler à travers le continent.

L'intention de ce rapport est de suivre la piste de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC), aussi bien que d'autres armes conventionnelles et de l'équipement militaire, de l'Europe vers l'Afrique entre les années 2005 et 2009, en synthétisant les informations mises à disposition à la fois par les gouvernements nationaux et par les équipes de spécialistes. Par conséquent, un manque de transparence au sujet de la vente d'armes ou un manque d'accès aux informations affectera le caractère intégral des données pour n'importe quel pays donné. De plus, il y a parfois des écarts entre ce qui est rapporté officiellement par les ministres des gouvernements dans leurs rapports nationaux et ce qui est rapporté par les groupes d'experts qui contrôlent les armes, comme le "Stockholm International Peace Research Institute" (Institut international de recherche de la paix de Stockholm) [SIPRI] et le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité [GRIP]. Il y a aussi plusieurs cas où des "quantités non spécifiées" d'armes ont été exportées vers un pays donné, ou des quantités très nominales de petites armes et d'armes légères, telles qu'un (1) pistolet, ont été rapportées officiellement. Ces deux cas suggèrent soit un écart entre les sources, soit un rapport discutable, incomplet ou opaque. Pour les besoins de ce rapport, tant les membres de l'Union européenne que les non-membres de l'Union européenne en Europe ont été observés. De même, les données sur les exportations et transferts d'armes vers l'Afrique sub-saharienne et l'Afrique du Nord ont été utilisées.

2. Etats membres de l'Union Européenne

2.1. ALLEMAGNE

En plus des exportations d'armes rapportées dans le tableau 1.1, l'Allemagne a transféré une quantité non spécifiée d'armes vers la République du Congo (y compris 3 hélicoptères en 2007). D'après les rapports, l'Allemagne a aussi négocié une transaction d'armes pour 34 millions d'euros avec la Tunisie en 2005.

Tableau 1.1.: Valeur des exportations d'armes d'Allemagne (en Euros) de 2005 à 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR
Afrique du Sud	2005	€ 90.263
	2006	€ 242.313
Burundi	2005	€ 21.219
Côte d'Ivoire	2005	€ 39.886
Egypte	2005	€ 1.350
	2008*	€ 24.673
Liberia	2005	€ 36.763
République Démocratique du Congo	2008**	€ 19.175
Soudan	2005	€ 32.483

* Composants pour petites mitraillettes

** Munitions

2.2. AUTRICHE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.3. BELGIQUE

Comme l'indiquent les tableaux 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5, la structure politique et économique fracturée de la Belgique rend difficile un suivi d'une certaine cohésion des exportations d'armes belges vers l'Afrique. La complexité a offert à des sociétés et des structures de gouvernement belges plus de souplesse pour contourner les règlements nationaux et de l'Union Européenne au nom du profit. Par exemple, en 2009, le gouvernement wallon a conclu illégalement un contrat massif de 111 millions d'euros pour des armes à livrer à la Libye, qui était à l'époque sous embargo international. Selon IANSA, la réaction domestique et régionale à cette affaire controversée fut immédiate, étant donné particulièrement le pauvre état des droits humains en Libye et son soutien de rébellions armées à travers toute l'Afrique. La Belgique, et spécifiquement le gouvernement wallon, a été réprimandée pareillement par des personnalités officielles de l'U.E., par la société civile et par des organisations pour les droits humains, étant donné son interprétation unique de la Position Commune contraignante de l'U.E. sur l'exportation d'armes et l'incapacité de vérifier les certificats de dernier usage de la Libye. Un autre exemple de cette faiblesse du système d'exportations d'armes belges est le Tchad. Entre 2006 et 2008, 82 véhicules blindés avec des canons

ont été exportés vers le Tchad par une société belge. Cependant, l'équipement a été vendu via la France, et la société belge prétendait ne pas savoir que le Tchad, un pays qui a fait passer des armes au Darfour et qui était engagé dans une guerre civile, serait le receveur final.

Tableau 1.2.: Valeur des licences d'exportation d'armes nationales de Belgique (en Euros) de 2005 à 2009

PAYS	ANNEE	VALEUR
Bénin	2007	€ 2.704.000
	2008	€ 840.000
Burundi	2006	€ 161.000
	2008	€ 149.456
Maroc	2008	€ 2.700.000
	2009	€ 318.350
République Démocratique du Congo	2006	€ 4.555.382
	2009	€ 136.504.961

Tableau 1.3.: Valeur des licences d'exportation d'armes de Wallonie (en Euros) de 2005 à 2009

PAYS	ANNEE	VALEUR
Afrique du Sud	2007	€ 3.281.200
Algérie	2007	€ 41.616
	2008	€ 2.105.945
Botswana	2006	€ 449.000
Burkina Faso	2008	€ 2.500
Cameroun	2007	€ 4.248
Egypte	2006	€ 80.000
	2007	€ 10.701.504
	2008	€ 36.470.914
Ethiopie	2008	€ 132.949
Ghana	2007	€ 1.635
Madagascar	2007	€ 200
Maroc	2006	€ 1.322.218
	2007	€ 33.715.630
	2008	€ 19.550.000
Mauritanie	2006	€ 5.879.515
	2007	€ 107,892
Namibie	2008	€ 4.000
Nigéria	2007	€ 2.965.425

PAYS	ANNEE	VALEUR
République Dém. du Congo	2008	€ 2.753.690
Sénégal	2007	€ 16.226
	2008	€ 2.953.832
Tunisie	2006	€ 354.609
	2007	€ 182.900

Tableau 1.4.: Valeur des licences d'exportation d'armes de la Région de Bruxelles-Capitale (en Euros) de 2005 à 2009

PAYS	ANNEE	VALEUR
Algérie	2005	€ 47.960
Burkina Faso	2005	€ 4.200
	2008	€ 1.250
Cameroun	2005	€ 1.400
	2006	€ 1.129.183
Ghana	2006	€ 26.194
Libye	2008	€ 446.032
Maroc	2006	€ 1.427.123
	2008	€ 116.400
Tanzanie	2006	€ 12.476

Tableau 1.5.: Valeur des licences d'exportation d'armes de Flandre (en Euros) de 2005 à 2009

PAYS	ANNEE	VALEUR
Afrique du Sud	2005	€ 6.710
	2008	€ 13500
	2009	€ 6.662.100
Algérie	2005	€ 79.181
Maroc	2005	€ 58.188
République Démocratique du Congo	2007	€ 84.491
Zambie	2005	€ 120.000

2.4. BULGARIE

Bien que les rapports officiels d'exportations d'armes n'aient commencé que récemment à être publiés, il y a quelques informations au sujet de transactions entre 2005 et 2007. Par exemple, en 2006, la Bulgarie a vendu des armes légères et de petit calibre (ALPC) et des munitions au Burkina Faso (173.243 €), en Algérie (31.827 €) et au Tchad (208.125 €). En 2007, la Bulgarie a exporté 114 armes légères en Ethiopie et elle a envoyé 20 transports de

troupe blindés et 2 hélicoptères de combat au Mali. Le Rwanda a reçu 5000 fusils et 76.500 kg de munitions pour des petites armes en 2005, et l'Ouganda a reçu une quantité non spécifiée d'armes de la Bulgarie au cours de cette entière période de 3 ans.

2.5. CHYPRE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.6. DANEMARK

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.7. Espagne

"D'après l'annuaire de SIPRI, l'Espagne figurait au 6^e rang des exportateurs mondiaux d'armes en 2008, par comparaison avec la 8^e position qu'elle occupait l'année précédente. Elle suivait les Etats-Unis, la Fédération russe, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni... De plus, c'est le volume le plus élevé de son histoire pour la troisième année consécutive." En plus de l'information incluse dans le tableau 1.6, l'Espagne a exporté 6 avions de transport militaire vers l'Algérie en 2005 et 2006, malgré les soucis au sujet de son rapport sur les droits humains. En 2006, l'Espagne a aussi vendu une quantité non spécifiée d'armes légères et de petit calibre, d'une valeur de 900 euros, au Cameroun.

Tableau 1.6: Valeur totale du matériel de défense exporté de l'Espagne (en Euros) entre 2005 et 2008

PAYS	MATERIEL DE DEFENSE	DE ARMES/MUNITIONS/ PARTIES/ACCESSOIRES
Afrique du Sud	€ 505.500	€ 5.459.150
Angola		€ 2.231.410
Botswana		€ 71.580
Burkina Faso		€ 611.180
Cameroun	€ 1.800	€ 472.780
Egypte	€ 2.007.000	€ 238.810
Gabon		€ 192.990
Ghana		€ 13.174.670
Guinée		€ 4.298.270
Guinée-Bissau	€ 3.420	€ 2.568.260
Guinée Equatoriale	€ 14.560	€ 326.900
Kenya	€ 162.880	
Libye	€ 25.950	€ 86.710
Mali		€ 1.010.190

PAYS	MATERIEL DE DEFENSE	DE ARMES/MUNITIONS/ PARTIES/ACCESSOIRES
Maroc	€ 151.087.890	€ 4.855.650
Mauritanie	€ 300	€ 939.100
Namibie		€ 763.580
Ouganda		€ 3.300
République Centrafricaine		€ 876.430
Sénégal	€ 390	€ 532.110
Tanzanie	€ 12.000	€ 118.950
Tchad		€ 24.030
Tunisie	€ 368.000	€ 451.410

2.8. ESTONIE

Tableau 1.7.: Valeur des licences d'exportations pour des biens militaires de l'Estonie de 2005 à 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR
Afrique du Sud	2005	6.152.800 (en EEK)*
	2008	18.900 (en USD)
Angola	2008	1.419.960 (en EUR)*
Namibie	2006	10.176.000 (en EEK)*
	2008	122.030 (en EUR)

* Cette transaction impliquait au moins deux autres pays.

2.9. FINLANDE

Selon le tableau 1.8, la plupart des exportations d'armes et de matériel de défense vers des zones de conflit telles que la Somalie, le Libéria, l'Ouganda et le Soudan n'ont pour objectif que le maintien de la paix. Même des pays tels que le Kenya qui sont relativement stables eux-mêmes, mais qui s'engagent cependant dans la redistribution destructive d'armes vers des zones de conflit, ne reçoivent aucune arme légère ni conventionnelle pour des objectifs différents de la protection. La Finlande est un des pays européens les plus responsables en termes d'éthique d'exportation d'armes.

Tableau 1.8.: Valeur des exportations de matériel de défense de Finlande (en Euros) de 2005 à 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPE DE MATERIEL
Afrique du Sud	2005	€16.666	munitions; balles; composants
	2006	€72.370	munitions; balles; équipement électronique militaire; composants des deux
	2007	€250.000	Pas énuméré

	2008	€117.873	Fusils de tireurs d'élite et accessoires. munitions. balles. composants; équipement électronique à usage militaire
Algérie	2005	€6.190	pas énuméré
	2008	€71.250	Pas énuméré
Botswana	2008	€20.000	Pas énuméré
Egypte	2005	€79.800	Armes sans rayures et composants
	2006	€1.594.663	Armes sans rayures. équipement de protection
	2007	€126.160	Equipement de protection
	2008	€32.000	Armes sans rayures et composants
Ethiopie	2005*	€9.885	Equipement de protection
	2007	€23.430	Equipement électronique à usage spécifiquement militaire
Ile Maurice	2006	€5.116	Pas énuméré
Kenya	2005*	€13.180	Equipement de protection
Liberia	2005*	€9.970	Equipement de protection
Maroc	2005	€1.191.380	Equipement électronique et composants
Ouganda	2005*	€3.954	Equipement de protection
	2006*	€130.443	Equipement de protection
République Démocratique du Congo	2005*	€16.566	Equipement de protection
	2006*	€5.400	Pas énuméré
Somalie	2005*	€26.190	Equipement de protection
Soudan	2005*	€47.525	Equipement de protection

* Pour des objectifs des Nations unies.

2.10. FRANCE

Il est apparent, à partir des deux tableaux 1.9 et 1.10, que la France contribue majoritairement à la course nord-africaine aux armements. Cependant, il y a plusieurs transactions majeures qui n'ont pas encore été reflétées dans les données des exportations françaises et qui impliquent davantage sa responsabilité. Par exemple, en 2008, la France a fait deux transactions séparées valant respectivement 470 millions d'euros et 350 millions d'euros. Ces transactions comprenaient le transfert de navires de guerre, de missiles antisatellites, d'avions de combat, de radars pour avions et de missiles dont la portée dépasse ce qu'on peut voir. En 2007, la France a fait une transaction valant 218 millions d'euros pour envoyer des missiles antitank en Libye.

La France, comme beaucoup d'autres pays européens, peut aussi être un exportateur d'armes négligent. En 2006, par exemple, la Banque Mondiale a gelé les comptes du Tchad parce que le gouvernement utilisait des revenus du pétrole pour des achats d'armes au lieu du développement et de la réduction de la pauvreté, comme il le lui avait été demandé. Tandis que d'autres pays tels que l'Allemagne et la Bosnie refusaient des licences pour des exportations d'armes vers le Tchad, la France continuait à fournir le pays en armes variées et en moyens de les acquérir, malgré les rapports de violations flagrantes des droits humains au Tchad.

Tableau 1.9.: Valeur et/ou types d'exportations d'armes légères de France de 2005 à 2008. par pays

PAYS	ANNEE	VALEUR (en Euros)/ TYPES DE MATERIELS
Afrique du Sud	2006	8 fusils automatiques. 102 lance-grenades
	2007	€ 15.000.000
	2008	€ 34.000.000
Algérie	2007	€ 36.300.000
Angola	2007	€ 2.300.000
Bénin	2006	2500 lance-grenades
	2008	€ 400.000
Botswana	2005	80 missiles
Burkina Faso	2008	€ 100.000
Cameroun	2005	26 fusils automatiques. 11420 lance-grenades. 20 véhicules blindés
	2006	10780 lance-grenades
	2007	€ 500.000
	2008	€ 800.000
Djibouti	2005	1990 lance-grenades
	2006	1990 lance-grenades
	2007	€ 300.000
Ethiopie	2007	€ 2.000.000
	2008	€ 500.000
Gabon	2007	€ 300.000
	2008	€ 400.000
Guinée	2006	500 lance-grenades
Ile Maurice	2005	400 lance-grenades
	2006	400 lance-grenades
	2007	€ 100.000
	2008	€ 100.000
Kenya	2007	€ 6.400.000
	2008	€ 14.500.000
Libye	2007	€ 15.500.000

PAYS	ANNEE	VALEUR (en Euros)/ TYPES DE MATERIELS
Malawi	2007	€ 200.000
	2008	€ 100.000
Mali	2007	€ 200.000
Maroc	2006	1 fusil automatique. 3050 lance-grenades
	2007	€ 25.500.000
Mauritanie	2005	1 fusil automatique; 1050 lance-grenades
	2008	€ 300.000
Niger	2008	€ 500.000
Nigeria	2005	18 fusils semi-automatiques
	2006	18 fusils automatiques
	2007	€ 6.000.000
	2008	€ 14.600.000
Ouganda	2008	€ 1.000.000
République Démocratique du Congo*	2005	1 fusil semi-automatique
	2006	1 arme semi-automatique
Sénégal	2006	1 hélicoptère léger. 2 avions d'entraînement. 150 pistolets/revolvers
Tchad	2006	€ 100.000; y compris 23 fusils
	2007	€ 5.400.000; 45 mitraillettes. 40 véhicules blindés
	2008	€ 8.800.000; 25 véhicules blindés. missiles anti-tank
Tunisie	2005	85 fusils. 200 lance-grenades. 40 missiles
	2006	85 fusils. 200 lance-grenades. 20 missiles
	2007	€ 2.500.000

* On rapporte aussi que la République Démocratique du Congo a reçu des quantités supplémentaires, bien que non spécifiées, d'armes de la France au cours de cette période.

Tableau 1.10: Valeur des exportations d'armes légères et de petit calibre (ALPC) de la France (en Euros) de 2005 à 2008, par région.

REGION	ANNEE	VALEUR
Afrique du Nord (excepté Egypte)	2005	25.3M€
	2006	66M€
	2007	79.7M€
	2008	97.2M€
Afrique sub-saharienne	2005	94.5M€

REGION	ANNEE	VALEUR
	2006	15.8M€
	2007	38.7M€
	2008	75.4M

2.11. GRECE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.12. HONGRIE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.13. IRLANDE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.14. ITALIE

En plus des données incluses dans le tableau 1.11, l'Italie a exporté du matériel de défense vers le Cameroun, le Maroc, la Somalie et le Nigeria. En 2007, l'Italie a envoyé 90 fusils au Cameroun, par UNROCA. Entre 2007 et 2008, l'Italie a exporté vers le Maroc 2 pistolets/revolvers, 2117 fusils, 3 fusils navals, en plus d'une transaction de 130 millions d'euros pour des avions militaires. Le Nigeria a reçu 4 hélicoptères légers, un avion de transport, 2 hélicoptères et 2 avions de patrouille maritime, comme partie d'une transaction de 60 millions d'euros faite avec l'Italie en 2006. La Libye a aussi importé 10 hélicoptères légers entre 2006 et 2007.

Tableau 1.11: Valeur des exportations d'armes de l'Italie (en Euros) en 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR
Algérie	2008	€ 77.570.000
Libye	2008	€ 93.220.000

2.15. LETTONIE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.16. LITUANIE

Les rapports de SIPRI indiquent qu'entre 2005 et 2009, la Lituanie a exporté des armes, en quantité non spécifiée, vers la Somalie, malgré le fait qu'elle était sous embargo depuis 1992.

2.17. LUXEMBOURG

On rapporte que le Luxembourg a envoyé un transport armé léger pour usage maritime au Sénégal en 2007.

2.18. MALTE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.19. PAYS-BAS

Bien que le contenu de la transaction ne soit pas indiqué dans le tableau 1.12, les Pays-Bas ont fait en 2008 une transaction d'une valeur de 510 millions d'euros avec le Maroc, pour des biens militaires incluant des navires de guerre. Les Pays-Bas sont déjà un fournisseur important d'armes vers la Tunisie et spécialement l'Egypte, leurs exportations militaires alimentent davantage la course nord-africaine aux armements.

Tableau 1.12: Valeur des exportations de matériel de défense des Pays-Bas (en Euros) entre 2005 et 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPE DE MATERIEL
Afrique du Sud	2006	€ 10.000	technologie et software militaires
	2007	€ 4.150.000	Électronique militaire, technologie et software militaires, blindage et équipement de protection
	2008	€ 240.000	parties et composants pour "d'autres biens militaires"
Cameroun	2006	€ 70.000	Électronique militaire
Egypte	2005	€ 40.360.000	Véhicules blindés, missiles guidés, électronique militaire
	2006	€ 290.000	parties et composants pour "d'autres biens militaires"
	2007	€ 14.690.000	Électronique militaire, parties et composants pour "d'autres biens militaires"
	2008	€ 3.390.000	parties et composants pour "armes et munitions," technologie et software militaires, parties et composants pour "d'autres biens militaires"

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPE DE MATERIEL
Maroc	2005	€ 180.000	parties et composants pour "d'autres biens militaires", électronique militaire
	2006	€ 40.000	électronique militaire
Ouganda	2006*	€ 290.000	Équipement militaire auxiliaire et de production
Rwanda	2005	€ 170.000	Autre équipement militaire
	2008	€ 160.000	Autre équipement militaire
Soudan	2006*	€ 560.000	Équipement militaire auxiliaire et de production
Tanzanie	2006	€ 90.000	Équipement militaire auxiliaire et de production
Tunisie	2005	€ 1.040.000	électronique militaire
	2006	€ 50.000	parties et composants pour "d'autres biens militaires",
	2007	€ 20.000	parties et composants pour "armes et munitions,"

2.20. POLOGNE

Bien que l'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ARLP) de la Pologne vers l'Afrique ne nous ait pas été communiquée de bon gré, plusieurs équipes de spécialistes rapportent qu'elle a transféré des armes, de types et quantités non spécifiés, vers l'Ouganda, le Nigeria, la République démocratique du Congo et la Somalie.

2.21. PORTUGAL

Comparativement à beaucoup de ses contreparties européennes, le Portugal n'est pas un exportateur majeur d'armes vers l'Afrique. Cependant, le tableau 1.13 indique qu'il a exporté des quantités importantes d'armes vers le Niger, pays qui a subi récemment un coup d'état, et vers l'Angola et le Tchad, deux des pays les plus instables et les plus portés au conflit du continent. De plus, ses trois autres receveurs les plus significatifs sont les pays nord-africains de Tunisie, Maroc et Libye.

Tableau 1.13: Exportations de matériel de défense du Portugal en 2007-2008

PAYS	ANNEE	VALEUR DE L'EXPORTATION (en Euros)
Angola	2007	€ 1.214.405
	2008	€ 54.073
Cap Vert	2007	€ 14.918
Gabon	2007	€ 194.830
	2008	€ 97.000
Guinée Equatoriale	2008	€ 170.000
Libye	2008	€ 512.217

PAYS	ANNEE	VALEUR DE L'EXPORTATION (en Euros)
Maroc	2007	€ 122.843
	2008	€ 21.212
Niger	2008	€ 913.190
Nigeria	2008	€ 34.013
Tchad	2007	€ 609.843
	2008	€ 452.333
Tunisie	2008	€ 1.372.488

2.22. REPUBLIQUE TCHEQUE

En 2006, la République tchèque représentait plus de la moitié de toutes les exportations d'équipement militaire de l'U.E. vers le Mali (100%), la Zambie (97.6%), la Libye (96.4%) et le Nigeria (57.58%). Elle avait aussi une large part des exportations de l'U.E. vers l'Ethiopie (36.2%) et la Tunisie (13.7%).

Tableau 1.14.: Valeur de l'équipement militaire exporté de la République tchèque (en Euros) de 2005 à 2008

PAYS	2005	2006	2007	2008
Afrique du Sud	-	-	€ 160.000	€ 26.000
Algérie	€ 2.265.000	€ 2.213.000	€ 9.339.000	€ 17.221.000
Angola	€ 304.000	-	-	-
Cameroun	-	-	-	€ 106.000
Cap Vert	€ 5.000	-	€ 2.000	€ 4.000
Ethiopie	€ 839.000	€ 1.015.000	€ 7.334.000	€ 2.432.000
Ghana	-	-	€ 135.000	-
Guinée Equatoriale	-	-	€ 2.030.000	-
Libye	-	€ 712.000	€ 2.233.000	€ 383.000
Madagascar	-	-	€ 37.000	-
Mali	€ 422.000	€ 3.000	-	-
Maroc	€ 362.000	-	-	-
Nigeria	€ 110.000	€ 539.000	€ 1.736.000	€ 6.532.000
Soudan	-	-	-	€ 294.000
Tchad	€ 3.000	-	-	-
Tunisie	€ 843.000	€ 4.171.000	€ 3.078.000	€ 187.000
Zambie	-	€ 24.000	-	€ 45.000*

* Des licences ont été accordées, mais l'équipement militaire n'a pas été exporté au cours de cette année.

2.23. ROUMANIE

D'après le tableau 1.15, en 2006 la Roumanie a essayé, bien que sans succès, d'exporter des armes vers l'Erythrée, pays sous embargo, et vers le Tchad qui les redistribuait. La Roumanie a eu beaucoup plus de succès dans ses transactions avec le Liberia qui, jusqu'à présent, a été très instable, et avec le Rwanda, peut-être à cause de la spécification par les forces gouvernementales de l'utilisateur final.

Tableau 1.15: Exportations de matériel de défense de la Roumanie entre 2006 et 2008

PAYS	ANNEE	QUANTITE ET/OU TYPES DE MATERIEL
Afrique du Sud	2006	équipement pour hélicoptère de transport militaire
Angola	2007	composants pour hélicoptère de transport militaire
Burkina Faso	2006	400 mitraillettes (valeur €85.200), SA munitions, lance-grenades antitank (valeur €902.920), munitions antitank
	2008	800 mitraillettes, 205 fusils d'assaut, grenades antitank, munitions pour armes légères, grenades à main défensives, 10 lance-grenades
Cameroun	2008	1 hélicoptère de transport militaire
Tchad	2006	Transaction mais pas de liste d'exportations
Egypte	2006	composants pour munitions de lance-grenades, composants pour moteurs d'avions militaires, documentation technique pour test de moteurs d'avions
	2007	Moteurs d'avions militaires de combat, composants pour avions militaires de combat
	2008	Moteurs d'avions militaires de combat
Erythrée	2006	Transaction mais pas de liste d'exportations
Ethiopie	2006	équipement pour hélicoptère d'entraînement militaire, documentation technique pour l'entraînement des aviateurs militaires
	2008	Transaction mais pas de liste d'exportations
Gabon	2006	Munitions pour armes de petit calibre (valeur €137.499)
	2008	Transaction pour hélicoptère mais pas de liste d'exportations
Ile Maurice	2006	équipement pour hélicoptère de transport militaire
Liberia	2006	100 mitraillettes, munitions pour armes de petit calibre; pour usage par les forces gouvernementales
	2007	957 mitraillettes, accessoires pour armes de petit calibre, 100 lance-grenades antitank, munitions pour armes de petit calibre; le tout à l'usage exclusif des forces gouvernementales
	2008	Transaction pour 250 revolvers, 500 mitraillettes, 100 fusils d'assaut, 50 grenades antitank, munitions pour

PAYS	ANNEE	QUANTITE ET/OU TYPES DE MATERIEL
		armes de petit calibre, mais pas de liste d'exportations
Ouganda	2006	composants pour bombes d'aviation
Rwanda	2006	licences pour 2000 fusils pour tireurs d'élite et munitions pour armes de petit calibre, pour usage par les forces gouvernementales
	2007	50 fusils semi-automatiques, 2010 mitraillettes, munitions pour armes de petit calibre
Sénégal	2006-2007	munitions pour armes de petit calibre (valeur €21.831)

2.24. ROYAUME-UNI

D'après le tableau 1.16, le Royaume-Uni a exporté des armes évaluées à £ 27 083 vers l'Ouganda en 2006. Cependant, SIPRI rapporte que les sociétés de défense britanniques utilisent des filiales sud-africaines, par exemple, pour contourner les lois nationales et de l'Union Européenne qui empêchent l'exportation d'armes vers des régions portées au conflit. Ceci implique que la quantité d'exportations est en réalité plus élevée que ce qui est rapporté.

Tableau 1.16: Quantité totale d'ALPC et valeur (en livres britanniques GBP) d'armes conventionnelles exportées par le Royaume-Uni entre 2005 et 2008

PAYS	ANNEE	QUANTITE ALPC	VALEUR: ARMES CONVENTIONNELLES (en GBP)
Afrique du Sud	2005	745 articles	£ 25.657.629
	2006	17 articles	£ 10.924.514
	2007	21 articles	£ 38.732.727
	2008	284 articles	
Algérie	2005		£ 4.500
	2006		£ 7.117
	2007		£ 41.826
Angola	2006		£ 352.910
	2007		£ 333.808
Botswana	2005		£ 2.275.463
	2006		£ 28.326
	2007	150 articles	£ 167.7153
Burundi	2007	1 article	£ 680
Cap Vert	2006		£ 41.583
	2007		£ 28.685
Djibouti	2006		£ 141.025
	2007		£ 52.605
Egypte	2005		£ 6.332.964

PAYS	ANNEE	QUANTITE ALPC	VALEUR: ARMES CONVENTIONNELLES (en GBP)
	2006		£ 8.413.219
	2007		£ 11.461.369
Ethiopie	2006		£ 236.471
	2007		£ 50.105
Gabon	2005		£ 3.313
	2006		£ 4.545
	2007		£ 18.735
Gambie	2008	3 articles	
Ghana	2006		£ 24.800
Kenya	2005	2 articles	£ 573.180
	2006	14 articles	£ 10.912.685
	2007	6 articles	£ 1.452.260
	2008	11 articles	
Lesotho	2006	40 articles	£ 22.878
	2007		£ 14.723
	2008	202 articles	
Liberia	2006		£ 26.939
Libye	2006		£ 11.378
	2007		£ 64.847
	2008	2 articles	
Malawi	2006		£ 22.000
Mali	2007		£ 45.133
Mauritanie	2006		£ 1.194
Ile Maurice	2006		£ 15.829
	2007		£ 360.008
Maroc	2005		£ 9.657
	2006		£ 107.259
	2007	6 articles	£ 93.971
	2008	187 articles	
Mozambique	2006		£ 11.500
Namibie	2008	5 articles	
Nigeria	2005		£ 530.600
	2006		£ 270.447
	2007		£ 608.391

PAYS	ANNEE	QUANTITE ALPC	VALEUR: ARMES CONVENTIONNELLES (en GBP)
Ouganda	2006		£ 27.083
Rép.Dém. du Congo	2007		£ 3.000
Sénégal	2005		£ 21.012
	2006		£ 223.414
	2007		£ 55.093
Seychelles	2006		£ 16.781
	2007		£ 73.425
Sierra Leone	2005		£ 171.750
Soudan	2007		£ 89.369
Swaziland	2005	2 articles	£ 1.790
	2006		£ 1.645
	2007		£ 2.768
Tanzanie	2005	1 article	£ 1.695
	2007		£ 72.223
	2008	3 articles	
Togo	2006		£ 1.956
Tunisie	2005		£ 3.936
	2006		£ 343.335
	2007		£ 338.163
	2008	4 articles	
Zambie	2006	149 articles	£ 25.498
	2007		£ 2.223
	2008	72 articles	

2.25. SLOVAQUIE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.26. SLOVENIE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

2.27. SUEDE

Comme le montre le tableau 1.17, la Suède a exporté des quantités massives d'ALPC, d'armes conventionnelles et d'équipement vers l'Afrique du Sud entre 2005 et 2008, pour une valeur totale de presque 10 milliards de couronnes suédoises (SEK). Les exportations vers l'Algérie arrivent à une seconde place très distante, à une valeur de presque 40 millions de SEK. Ceci est troublant parce que, non seulement l'Afrique du Sud a ses propres taux de violence très élevés, mais elle est aussi le premier exportateur intracontinental d'armes en Afrique. De telles grandes transactions ont des implications majeures sur la redistribution des armes vers les zones de conflit et les régions sous embargo, en augmentant le stock d'armes en excès et en accélérant encore la militarisation du continent.

Tableau 1.17: Valeur totale et types d'équipement militaire exporté de la Suède (en couronnes suédoises SEK) entre 2005 et 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPES DE MATERIEL
Afrique du Sud	2005	1,200,000,000 SEK	Munitions pour ALPC, système d'armes de combat, fusils et armes automatiques, véhicules de combat, navires de guerre.
	2006	1,862,000,000 SEK	Munitions pour ALPC, système d'armes de combat, fusils et armes automatiques, véhicules de combat, navires de guerre
	2007	1,333,500,000 SEK	Munitions pour ALPC, système d'armes de combat, fusils et armes automatiques, véhicules de combat, navires de guerre
	2008	1,901,000,000 SEK	Munitions pour ALPC, système d'armes de combat, fusils et armes automatiques, véhicules de combat, navires de guerre
Algérie	2008*	39,500,000 SEK	biologiques/nucléaires
Egypte	2006	12,200,000 SEK	description non disponible
	2007	10,000 SEK	Fusils, armes automatiques
	2008*	6,800,000 SEK	description non disponible
Ile Maurice	2005	50,000 SEK	Munitions
	2006	60,000 SEK	Munitions
	2007	10,000 SEK	Munitions
Namibie	2005	300,000 SEK	Munitions
	2006	600,000 SEK	Munitions
	2007	100,000 SEK	Munitions
	2008	600,000 SEK	Munitions pour ALPC
Tanzanie	2008	1,100,000 SEK	Munitions pour ALPC
Tunisie	2005	3,200,000 SEK	Système d'armes de combat

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPES DE MATERIEL
	2006	2,500,000 SEK	Système d'armes de combat; missiles, fusées, grenades
	2008	1,000,000 SEK	Navire de guerre

*La licence a été accordée, mais l'équipement militaire ne semble pas avoir été expédié.

3. Etats non membres de l'Union Européenne

3.1. ALBANIE

Dans les rapports gouvernementaux officiels pour les exportations d'armes, aucune exportation de l'Albanie vers l'Afrique n'a été enregistrée entre 2007 et 2008.

3.2. BOSNIE ET HERZEGOVINE

Tableau 2.1: Valeur des exportations de matériel de défense de la Bosnie et de l'Herzégovine (en Euros) en 2007 et 2008

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPE DE MATERIEL
Egypte	2007	€ 165.380	Munitions et armes
	2008	€ 6.203.312	Non spécifié
Libye	2006	€ 1.396.380	Non spécifié
	2007	€ 1.887.000	Technologies

3.3. BELARUS

Il a été très difficile de suivre la trace des armes transférées de Belarus vers le continent africain. Plusieurs équipes de spécialistes rapportent que Belarus a envoyé des quantités non spécifiées de matériel de défense aux gouvernements d'Algérie, d'Ouganda, d'Ethiopie et du Soudan. Il y a aussi des rapports non confirmés disant que la Côte d'Ivoire a reçu au moins 4 avions d'attaque au sol.

3.4. CROATIE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

3.5. GEORGIE

Au cours de la période de 2005 à 2009, la Géorgie a transféré une quantité non spécifiée d'armes vers la République démocratique du Congo.

3.6. ISLANDE

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

3.7. KAZAKHSTAN

Bien que l'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) du Kazakhstan vers l'Afrique n'ait pas été mise de bon gré à notre disposition, plusieurs groupes d'experts rapportent qu'il a transféré des armes, de types et quantités non spécifiés, vers l'Ethiopie, le Soudan et la Somalie.

3.8. KOSOVO

L'information au sujet de l'exportation d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'autres armes conventionnelles de ce pays européen vers les pays d'Afrique au cours de la période 2005-2009 n'a pas été mise de bon gré à notre disposition.

3.9. MACEDOINE

Dans les rapports officiels gouvernementaux pour les exportations d'armes, aucune exportation vers l'Afrique n'a été rapportée entre 2005 et 2007.

3.10. MONTENEGRO

Tableau 2.2: Valeur totale des exportations de matériel de défense du Montenegro entre 2006 et 2008

PAYS	VALEUR	TYPE DE MATERIEL
Egypte	71.500 (en EUR)	65 pièces de carburant pour avions jet PZ-M
Libye	134,190 (en USD)	71 ensembles de cartouches pyrotechniques
Seychelles	< 1.000.000 (en EUR)	Pas énuméré

* Note: Aucune exportation vers l'Afrique n'a été enregistrée en 2007.

3.11. NORVEGE

Parmi les pays nord-africains, l'Egypte semble être le plus grand bénéficiaire des exportations par des pays non membres de l'U.E. En plus des exportations importantes de la Norvège, selon le tableau 2.3, l'Egypte a importé massivement de Bosnie et Herzégovine, Montenegro, la Serbie et la Suisse.

Tableau 2.3: Valeur des exportations de matériel de défense de Norvège (en couronnes norvégiennes) de 2005 à 2007

PAYS	ANNEE	VALEUR
Afrique du Sud	2005	1,260,000 NOK
	2006	2,122,000 NOK
	2007	1,785,000 NOK
Egypte	2005	11,318,000 NOK
	2006	11,157,000 NOK
Tanzanie	2005	1,000 NOK
	2007	2,000 NOK

3.12. RUSSIE

Bien qu'elle figure au second rang, après les Etats-Unis, en termes d'exportations internationales d'armes, il est très difficile de trouver des données globales ou fournies de bon gré sur les transferts d'armes russes à des pays africains au cours de la période de 2005 à 2009. Des équipes de spécialistes rapportent que la Russie a envoyé des armes en quantité non spécifiées vers l'Ethiopie, le Nigeria, l'Ouganda, le Soudan, et l'Erythrée pendant qu'elle était sous embargo. La Russie a aussi exporté des hélicoptères de combat au Burkina Faso et au Sénégal en 2005 et en 2007.

De manière plus importante, peut-être, la Russie est un des pays qui contribuent le plus à la course aux armements qui a lieu en Afrique du Nord. Entre 2005 et 2008, la Russie a fait une transaction d'une valeur de 250 millions de dollars US pour développer un système de défense aérienne au Maroc, transaction qui incluait au moins 300 missiles sol-air. En 2006, la Russie a conclu une transaction importante avec l'Algérie, pour une valeur de 7,5 milliards de dollars US. Au cours des quelques années suivantes, l'Algérie devait recevoir plus de 600 avions de combat, 22 bombardiers, 8 systèmes de défense aérienne, 2 sous-marins, des tanks, 2 artilleries navales, plus de 4000 missiles, et d'autres armes de la part de l'exportateur russe d'Etat Rosoboronexport, comme une partie de la modernisation et de la remise en état de la capacité militaire de l'Algérie.

3.13. SERBIE

En plus de l'information incluse dans le tableau 2.4, les équipes de spécialistes indiquent que la Serbie est engagée dans beaucoup plus de transactions avec l'Afrique pour des ALPC. Par exemple, rien qu'en 2006, la Serbie a envoyé:

4 millions d'ensembles de munitions pour fusils ALPC, d'une valeur de \$ 873,168 (USD) au Tchad.

Une quantité non spécifiée d'ALPC et de munitions d'une valeur de \$9,8 millions (USD) à des usagers tant civils que militaires au Niger, et

Des mitraillettes, pistolets, mines, munitions et lance-grenades, entre autres articles, d'une valeur d'un million de dollars au Nigeria.

En 2006-2007, la Serbie a aussi envoyé des quantités non spécifiées de mitraillettes et de mortiers au Liberia.

Tableau 2.4: Valeur des exportations de matériel de défense de Serbie (en dollars US) de 2005 à 2007

PAYS	ANNEE	VALEUR	TYPE DE MATERIEL
Egypte	2007*	\$ 8,900,000	Armes et équipement militaire (licences publiées)
Libye	2006	\$ 11,500,000	Armes et équipement militaire (licences publiées)
Ouganda	2005	\$ 2,690,000	Armes et équipement militaire (licences publiées)
Seychelles	2005	\$ 6,650,000	Armes et équipement militaire (licences publiées)

* Bien que 10 licences aient été délivrées pour une valeur de \$ 8,900,000 (USD), les rapports de l'Etat indiquent que des armes ont été exportées pour seulement 7 millions (USD).

3.14. SUISSE

En plus des données du tableau 2.5, la Suisse a envoyé un avion d'entraînement au Tchad en 2006, et elle a fait une transaction avec le Nigeria en 2007 pour exporter une quantité non spécifiée d'ALPC pour une valeur de 3165 francs suisses (CHF).

Tableau 2.5: Valeur des exportations d'armes militaires de Suisse (en francs suisses) de 2005 à 2009

PAYS	ANNEE	VALEUR
Afrique du Sud	2005	723,629 CHF
	2006	359,269 CHF
	2007	1,065,471 CHF
	2008	663,458 CHF
	2009	2,211,774 CHF
Algérie	2009	985,000 CHF
Bénin	2005	33,943 CHF
	2006	2,452 CHF
Botswana	2005	272,763 CHF
	2006	791,619 CHF
	2008	149,055 CHF
	2009	1,360,028 CHF
Burkina Faso	2005	543 CHF
Cameroun	2005	985 CHF
	2006	1,530 CHF
	2008	1,180 CHF
Egypte	2005	1,494,442 CHF
	2006	3,226,797 CHF
	2007	1,066,229 CHF
	2008	30,960 CHF
	2009	399,889 CHF
Gabon	2009	2,595 CHF
Ghana	2008	838,750 CHF
Guinée	2009	6,200 CHF
Guinée-Bissau	2006	3,510 CHF
Kenya	2007	3,600 CHF
	2008	125,600 CHF
Libye	2005	4,871 CHF

PAYS	ANNEE	VALEUR
Mali	2009	896 CHF
Namibie	2005	1,110 CHF
	2006	550 CHF
Niger	2005	19,401 CHF
	2006	13,361 CHF
	2007	3,165 CHF
	2008	1,582 CHF
	2009	5,214 CHF
Tanzanie	2008	10,180 CHF
Tunisie	2005	140,466 CHF

3.15. TURQUIE

En 2007, d'après les rapports, la Turquie a envoyé un chargement d'armes légères et de petit calibre, comprenant 5 pistolets/revolvers, au Ghana. Entre 2007 et 2008, la Turquie a aussi envoyé 193 véhicules armés au Nigeria.

3.16. UKRAINE

Les données officielles rapportées dans le tableau 2.6 ne commencent pas à décrire la quantité d'armes réellement exportées d'Ukraine vers l'Afrique. Au cours de la période de 2005 à 2009, l'Ukraine a exporté et effectué des transactions pour des quantités non énumérées d'armes légères et de petit calibre, aussi bien que d'autres équipements militaires, vers le continent africain. Ses receveurs incluent l'Ethiopie et le Liberia. On rapporte que, bien que beaucoup de stocks d'armes de l'ère soviétique fussent censés être détruits, il y avait une répugnance "dans certains quartiers à détruire des fusils Kalachnikov qui pourraient être vendus à des clients étrangers" pour un profit. Cette répugnance, combinée au manque de règlements et de contrôle des armes de l'ère soviétique, a conduit à leur prolifération dans beaucoup de zones de conflit en Afrique. Ci-dessous se trouvent quelques-unes de ces exportations d'armes ukrainiennes rapportées par des équipes de spécialistes:

Plus de 75 missiles à longue portée et 21 tanks vers l'Algérie, entre 2005 et 2007

3 hélicoptères de combat, 6 avions d'attaque au sol, 12000 fusils automatiques et mitraillettes, 2 pistolets/revolvers, 2 mitrailleuses au Tchad, entre 2006 et 2007

1 hélicoptère de combat à la République du Congo, en 2005

2 hélicoptères de combat, 2 avions d'entraînement, 4 avions d'attaque au sol à la Guinée équatoriale, entre 2007 et 2008

47 véhicules de combat blindés et 3 hélicoptères de combat au Nigeria, entre 2006 et 2008

1000 fusils automatiques à l'Ouganda en 2007

Au moins 20 véhicules de combat, 20 tanks, et d'autres matériels de défense non spécifiés à la République démocratique du Congo entre 2005 et 2006

Tableau 2.6: Valeur totale des exportations de matériel de défense d'Ukraine de 2006 à 2008

PAYS	ANNEES	QUANTITE ET TYPE DE MATERIEL
Kenya	2007	40 000 fusils automatiques et mitraillettes
		405 lance-grenades
Libye	2006-2007	101 500 unités exportées, fusils automatiques et mitraillettes
Tchad	2006-2007	12 000 fusils automatiques et mitraillettes
		Au moins 5 avions de combat
		88 transports de troupes blindés
	2008	Quantité non spécifiée de munitions

4. Certains cas d'exportations douteuses d'Europe en Afrique¹

Au cours des 20 dernières années, les Etats membres de l'UE ont élaboré un cadre commun pour assurer que leurs exportations d'équipement militaire prennent en compte les préoccupations politiques et morales soulevées par leurs citoyens. Le Code de conduite pour les exportations de technologie et d'équipement militaires par les pays de l'Union Européenne a été mis en place en 1998. Dix ans plus tard, le Code de l'UE a été transformé en une Position commune légalement contraignante. Alors que le système représente une grande amélioration de la transparence, le système de l'UE est encore loin d'être parfait.

Le rapport "*Rhétorique ou restriction? Commerce d'équipement militaire sous le système de contrôle de transfert de l'UE*", lancé en novembre 2010, présente quelques cas d'exportations problématiques, ou bien parce que les autorités du pays qui accordent la licence n'ont pas appliqué les règles avec suffisamment de rigueur, ou surtout à cause d'intérêts économiques. La forte plaidoirie exercée par les sociétés qui fabriquent des armes, intéressées à vendre de l'équipement militaire d'une certaine ampleur, crée des pressions économiques qui aident à dépasser les critères restrictifs du Code et de la Position commune de l'UE. Dans d'autres cas, différents facteurs tels que le développement, les droits humains et la stabilité sous-régionale semblent entrer en jeu.

Nous allons considérer quelques-unes des ventes problématiques de l'UE à des pays africains, qui ont été approuvées ou soutenues par des gouvernements d'Etats membres lorsqu'il y avait de bonnes raisons, selon les critères de l'UE, de refuser les transactions.

4.1. Le développement militaire en Afrique du Nord

Au cours des quelques dernières années, l'Algérie et le Maroc ont signé un certain nombre de très grands contrats pour des armes, y compris des avions de combat et de grands navires de guerre. La Libye, avec l'embargo de l'UE sur les armes supprimé en 2004, suit leur exemple. Des contrats initiaux plus petits sont suivis par des transactions beaucoup plus grandes. Il y a un type de dépenses pour accroître la défense qui ressemble à une course régionale aux armements.

Les relations entre l'Algérie et le Maroc sont difficiles, en partie à cause des différentes positions au sujet du Sahara. Les ventes importantes d'armes aux trois pays du Maghreb risquent d'alimenter une course régionale aux armements qui peut, en fait, faire empirer la situation sécuritaire, les relations politiques et diplomatiques dans la région, avec des conséquences pour une région plus vaste. Les trois pays ont un dossier incommensurable en termes de droits humains.

¹ Inspiré par le rapport "*Rhétorique ou restriction? Commerce d'équipement militaire sous le système de contrôle de transfert de l'UE*". Un rapport à la présidence de l'UE. Novembre 2010.

Beaucoup d'Etats membres de l'UE semblent justifier le commerce d'armes avec ces pays en référence aux programmes de coopération de l'UE ou de l'OTAN au sujet du contrôle de la migration, de la piraterie ou au sujet de l'anti-terrorisme.

Accords de transfert d'armes avec l'Algérie, la Libye et le Maroc (2002-2009)		
Valeur totale en millions de dollars actuels US\$)		
Pays	2002-2005	2006-2009
Algérie	600	6,800
Libye	900	1,600
Maroc	700	4,700

4.1.1. Algérie

L'Algérie a accepté une transaction avec la Russie pour 7,5 milliards de dollars US, comprenant 28 avions de combat à réaction Su-30, 180 tanks T-90, deux sous-marins et plusieurs systèmes de défense aérienne. Pour adoucir la transaction, Moscou a pardonné la dette de l'Algérie datant de l'ère soviétique, d'un montant de 4,74 milliards de dollars US.

Une transaction du même ordre de grandeur a été gagnée par la manufacture d'hélicoptères anglo-italienne AgustaWestland qui, d'après un rapport, fournira jusqu'à 100 hélicoptères, d'une valeur de 5 milliards de dollars US, pour répondre aux "demandes du pays en matières de champ de bataille et de sécurité interne". Nombre de chantiers navals européens ont négocié de fournir 4 navires de guerre cachés, comprenant des transferts de technologie. Le gouvernement du Royaume-Uni a signé un accord de coopération militaire avec l'Algérie en octobre 2009, en espérant qu'il stimulera des ventes supplémentaires d'hélicoptères et de bateaux.

4.1.2. Maroc

Au début de 2008, Demen Schelde Naval Shipbuilding (chantier naval Demen Escaut - Pays-Bas) a emporté une commande du gouvernement marocain pour construire et aménager trois frégates Sigma-class. L'agence hollandaise d'Etat de crédit à l'exportation Atradius Dutch State Business a accepté d'assurer l'aspect financier de la transaction. Une licence d'exportation d'une valeur de 555 millions d'euros a été accordée en septembre 2009. D'après les rapports, on aurait besoin des navires pour des tâches de patrouilles et de garde-côtes et pour permettre des opérations conjointes avec les marines de l'OTAN. Cependant, 168 armements qui comprennent des missiles MICA et Exocet (tous deux fournis par le fabricant européen de missiles MBDA) et un canon Oto Melara de 76 mm suggèrent aussi des capacités plus offensives. Les Sigmas sont en supplément de deux frégates achetées à la France en 2002.

La transaction est basée sur l'objectif du Maroc de tisser des liens militaires plus étroits aussi bien avec l'UE qu'avec l'OTAN. Comme partie de la politique européenne de voisinage (ENP), le Maroc soutient la coopération sécuritaire et militaire avec l'UE.

Les dépenses militaires au Maroc s'élèvent à 3,4% du produit intérieur brut. En termes constants, les dépenses militaires ont augmenté de 1,4 milliard de dollars US en 2000 à 3,14 milliards de dollars US en 2009. Tant pour 2010 que pour 2011, le budget de la défense a augmenté d'un milliard de dollars US. Comme le Maroc n'a pas de revenus d'énergie, on dit qu'il a recherché l'aide de l'Arabie saoudite pour couvrir quelque 3 milliards de dollars US de ses coûts d'approvisionnement.

Alors que la vente hollandaise de frégates a été la plus grande vente européenne au Maroc, le pays nord-africain a conclu récemment nombre d'autres grandes transactions pour des armes. Le chantier naval français DCNS a finalisé une transaction plus tard en 2008 pour une frégate FREMM coûtant 470 millions d'euros, à livrer en 2013.

La force aérienne se modernise et s'élargit principalement avec des armes provenant des Etats-Unis, comme l'avion Lockheed Martin F-16 et 24 avions texans Hawker Beechcraft T-6C, valant ensemble plus d'un milliard de dollars US. Entre-temps, des avions de combat Mirage F1 vieillissants sont modernisés par la France pour 350 millions d'euros. De plus, la force aérienne a commandé quatre transporteurs de troupes italiens-américains C-27J Spartan d'une valeur estimée à 130 millions de dollars US, un Gulfstream 550 pour "l'escadron des personnes importantes" de la force aérienne (à 142 millions de dollars US), et trois hélicoptères de transport Boeing CH-47D Chinook, qui s'ajoutent à neuf versions du modèle C plus ancien déjà en service, pour une valeur estimée à 134 millions de dollars US.

4.1.3. Libye

En 2004 l'UE a levé son embargo sur les armes, en partie sous la pression de l'Italie qui voulait "fournir à Tripoli de l'équipement de surveillance pour aider à empêcher l'immigration illégale. La longue côte italienne en fait une cible majeure pour des migrants africains qui essaient d'atteindre l'Europe par bateau."

Les premiers achats importants d'armes de la Libye n'ont été signés que récemment, suite à la levée des longs embargos sur les armes par l'UE et les Nations unies en 2003-2004, après que Tripoli ait déclaré renoncer à ses programmes d'armes de destruction massive. Au début 2010, le Premier ministre russe Putin a annoncé une transaction d'1,8 milliard de dollars US avec Tripoli, qui incluait, selon le compte-rendu, 12 à 20 avions de combat Sukhoi, six avions légers de combat Yak-130, des systèmes de défense S-300 et un moyen de production de Kalachnikov. Fin 2007, la France annonçait un accord préliminaire avec la Libye pour une expédition d'armes de plus de 4,5 milliards d'Euros et comprenant 10 à 14 avions de combat Rafale, 2 corvettes Gowind et 8 à 12 hélicoptères d'attaque Tiger, parmi beaucoup d'autres articles. Cependant, aucun contrat de société n'a encore été signé jusqu'à présent. Cependant, il apparaît que Paris a livré 100 missiles MILAN-3 anti-tanks à Tripoli en 2009, dans une transaction d'une valeur de 168 millions d'euros. On dit aussi que Dassault est en train de procéder à une révision d'avions de combat Mirage.

Jusqu'à présent, la plus grande transaction avec un Etat membre de l'UE, en lien avec les militaires, a été un contrat de 300 millions d'euros avec Finmeccanica d'Italie, signé avec la Libye fin 2009. Finmeccanica et AgustaWestland – chacune pour 25% - ont aussi créé une entreprise commune LIATEC (société libyenne-italienne de technologie avancée) avec la société libyenne pour l'industrie aéronautique; ils espèrent utiliser cette société comme un levier pour obtenir des ordres de l'aviation libyenne. LIATEC a déjà fait des mises à jour pour au moins trois hélicoptères Chinook. La société espagnole ITP a signé un contrat pour entretenir et réparer des avions de transport libyens Hercules C-130. Le Royaume-Uni a délivré des licences d'exportation d'armes vers la Libye depuis au moins 2007, ceci inclut des canons à eau pour le contrôle des manifestations et la sécurité interne. Selon le rapport annuel de Contrôles stratégiques d'exportations du Royaume-Uni, ceci s'est produit malgré "des préoccupations au sujet du rapport sur les droits humains en Libye. C'est une erreur d'assouplir les règles pour s'accommoder à la Libye dans ce cas." Cependant l'organisation de promotion d'exportations DSO a fait de Tripoli une cible privilégiée pour les transferts d'armes du Royaume-Uni.

En Belgique, les organisations pour les droits humains ont protesté avec succès en 2009 contre une transaction de petites armes vers la Libye d'une valeur de 11,5 millions d'euros; le Conseil d'Etat a conclu qu'un gouvernement de transition ne pouvait pas donner de licences d'exportation, mais en notant aussi que les armes pouvaient être utilisées pour une violation des droits humains et risqueraient d'être détournées. Cependant, peu après, le nouveau gouvernement a donné une nouvelle licence d'exportation, avec des négociations en suspens pour de nouvelles exportations jusqu'à une valeur de 111 millions d'euros sur cinq ans.

4.2. Transfert d'armes françaises vers le Tchad

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres et les moins stables du monde, avec des conflits armés internes et externes, sans système démocratique en place; un groupe des Nations unies a récemment déclaré que le gouvernement tchadien était en contravention avec un embargo. Cependant, selon SIPRI, le budget de la défense du Tchad a explosé d'1% du PIB vers 2004 à 6,6% en 2008; de 71 millions de dollars US en 2005 à 611 millions en 2008. En 2009, comme les prix du pétrole ont chuté, les dépenses militaires sont retombées à 412 millions de dollars US.

Les exportations françaises d'armes au Tchad ont dépassé en valeur plus que le montant que le Tchad a consacré, par exemple, à combattre la mortalité infantile et le sida. Dans de telles circonstances, il semblerait raisonnable que les Etats membres de l'UE exercent une extrême prudence en ce qui concerne la fourniture d'équipement militaire au Tchad. C'est le cas de la plupart des Etats de l'UE. Mais la France a été le principal fournisseur d'armes de l'UE pour le Tchad pendant les dernières années, en fournissant surtout des véhicules blindés, mais aussi des munitions, des camions et des avions. Le rôle de la Belgique dans la fourniture de véhicules blindés pose des questions. Les transactions autorisées ont inclus le nouveau transfert de 82 véhicules blindés venant d'Afrique du Sud, équipés d'armes légères de 90 mm, qui ont été remis à neuf en Belgique.

Un contrat pour 82 véhicules blindés AML-90, construits sous licence en Afrique du Sud en qualité d'Eland-90, a été signé le 5 septembre 2006 par le Président tchadien Deby et une société sud-africaine. Des véhicules Eland avaient été transférés d'Afrique du Sud en Belgique respectivement en 1999 et en 2002, ils étaient rapportés par l'Afrique du Sud au registre d'armes conventionnelles des Nations unies. Leur soumission stipule que la vente était faite à "l'utilisateur final: SABILEX"; il semblerait raisonnable de présumer que cela se réfère en fait à l'entrepreneur belge de défense SABIEX. La France a rapporté au registre des Nations unies un transfert, en 2007, de 40 véhicules blindés au Tchad, plus l'exportation en 2008 de 25 véhicules blindés de transport. On ne sait pas clairement pourquoi la France n'a pas rapporté le transfert des 42 Elands au Tchad. Les véhicules transférés étaient destinés directement à la lutte contre des rebelles tchadiens.

La France a reconnu qu'elle avait facilité des envois d'urgence de munitions de Libye au Tchad en février 2008, lorsque les rebelles se battaient dans la capitale. En 2009 les camions Renault ont reçu des commandes pour 116 camions de la part de MoD tchadien, la société notant que le "nouveau contrat est important pour Renault Trucks Defense dans cette région troublée de l'Afrique". Le bureau de Singapour d'Eurocopter – la branche principalement française d'hélicoptères de EADS – a commencé fin 2009 à livrer au Tchad les trois premiers des six hélicoptères Fennec venant de la force aérienne de Singapour, remis en état. Plus récemment on a rapporté que deux avions armés ex-français EMB-312 Tucano – construits à l'origine par la société brésilienne Embraer – sont en préparation pour être livrés à la force aérienne tchadienne.

Tableau 7: Valeur des licences d'exportation accordées par des Etats membres de l'UE pour le Tchad (2005-2008, en €).

Pays	2005	2006	2007	2008	2005-2008
Bulgarie				2 042 965	2 042 965
Danemark		25 606			25 606
France	2 678 756	3 395 801	3 506 969	12 979 250	22 560 776
Grèce				11 780	11 780
Portugal	23 743		609 843	452 334	1 085 920
Rép.tchèque	4 000				4 000
Royaume-uni			344 400	261 800	606 200
TOTAL	2 706 499	3 421 407	4 461 212	15 748 129	26 337 247

La plupart des Etats membres de l'UE ont suivi une politique restrictive envers le Tchad, ce qui peut se voir à partir du nombre limité de pays fournisseurs, aussi bien que des licences d'exportation refusées: 13 entre 2005 et 2008, avec 51 licences accordées. La France a été l'exception, en accordant des licences d'exportation d'une valeur de 22,5 millions d'euros entre 2005 et 2008, sur une valeur totale de 26,3 millions d'euros par tous les Etats membres de l'UE, comme il est rapporté dans les rapports consolidés de l'UE pour ces années.

4.3. Hélicoptères d'attaque bulgares pour le Mali

Pendant des décennies, le Mali a été un des pays les plus pauvres du monde et parmi les moins développés. L'espérance de vie est en moyenne de 48,1 ans et le Mali a le taux d'alphabétisation le plus bas du monde à 26,2%. Le Mali a été la scène d'une série de confrontations avec les rebelles Touaregs, les dernières entre 2007 et 2009.

Au début d'avril 2008, deux hélicoptères armés Mi-24 du Mali ont attaqué des positions rebelles des Touaregs près de Kidal au Sahara; des douzaines de combattants rebelles ont été tués ou blessés au cours de l'attaque, la première de cette espèce dans le conflit. 62 personnes ont été tuées dans le combat.

A partir de ses stocks en surplus, la Bulgarie a vendu au Mali quatre hélicoptères d'attaque Mi-24D 'Hind', qui ont été livrés entre mi-2007 et novembre 2009. De plus, la Bulgarie a fourni 78 véhicules de combat blindés.

Selon les rapports consolidés de l'UE pour les années concernées, la Bulgarie a émis des licences d'exportation vers le Mali d'une valeur totale de 13,8 millions d'euros pour les années 2007 et 2008. Les chiffres de 2009, qui ne sont pas encore disponibles, incluront probablement plus de licences puisque les deux derniers Mi-24 n'ont été livrés que fin novembre 2009. La base de données de SIPRI rapporte une valeur de 5,7 millions d'euros pour la vente de ces deux Mi-24. La Bulgarie a été presque le seul fournisseur d'armes du Mali au cours des années passées, à part un transfert tchèque de trois avions de combat Mi-21 en surplus en 2005.

La Bulgarie a rapporté au Registre des armes de l'ONU le transfert de 2008 au Mali de 15 BRDM plus 14 BTR véhicules blindés de combat "sans armes"; en 2007 elle a rapporté 20 autres véhicules blindés "de reconnaissance", plus deux Mi-24. La Bulgarie a aussi rapporté les livraisons de Mi-24 en 2009. Le Mali lui-même n'a jamais rapporté aucune importation d'armes au registre de l'ONU. Le transfert de quatre hélicoptères d'attaque Mi-24 ex-bulgares au Mali a renforcé significativement la force aérienne du Mali, en ajoutant une nouvelle capacité d'attaque à un inventaire de seulement cinq hélicoptères beaucoup plus petits, de type utilitaire ou de transport. L'hélicoptère d'attaque Mi-24 est équipé d'un fusil à double barillet de 23 mm ou de 30 mm et il peut lancer des missiles à partir de six pylônes sous les ailes. Les transferts des Mi-24 bulgares posent de sérieuses questions parce que ces exportations furent, soit accomplies, soit agréées à un moment où les forces armées maliennes combattaient une rébellion des Touaregs; en second lieu les deux premiers hélicoptères ont été utilisés au combat peu après leur livraison, mais avant que les deux autres ne soient transférés.

En mai 2009, Alger a fourni à Bamako de l'équipement militaire avant une opération de l'armée malienne contre une base AQIM au Mali septentrional. Aussi, des troupes des Etats-Unis ont entraîné depuis 2003 des forces armées maliennes dans des opérations anti-rébellion à partir d'une base à Tombouctou, incluant la livraison de fournitures de 4WD, et d'équipement de communications et de radar.

A cause de la croissance économique, les dépenses militaires du Mali ont été relativement stables, autour de 2% du PIB au cours de la dernière décennie. Cependant, en termes réels (dollars US de 2008), elles ont augmenté de manière significative de 117 millions de dollars US en 2002 à 182 millions de dollars US en 2009.

4.4. Sociétés de l'UE et expéditions clandestines vers le Soudan

Des sociétés basées ou enregistrées dans deux pays de l'UE – le Royaume-Uni et l'Allemagne – ont joué un rôle important pour faciliter des expéditions clandestines d'équipement militaire au Sud-Soudan en 2007-2008. Des tanks, de l'artillerie, des systèmes de lancement de fusées multiples, des grenades propulsées par des fusées et des fusils d'assaut furent envoyés au gouvernement du Sud-Soudan, via une déviation illicite passant par le Kenya. Ces transferts risquent d'alimenter le conflit armé et de causer de graves violations des droits humains

internationaux et de la loi humanitaire, mais ils peuvent aussi avoir battu en brèche des embargos existants de l'UE, qui ont été en place pour tout le Soudan depuis 1994.

Il semble que beaucoup de gouvernements, incluant le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Allemagne, étaient conscients que ces tractations étaient de nature clandestine et que les chargements étaient probablement détournés du Kenya par route et rail vers les forces armées du Sud-Soudan. Malgré une telle connaissance, les Etats membres de l'UE semblent avoir manqué de remplir leurs obligations pour aider à prévenir de sérieuses brèches aux sanctions existantes de l'UE via des sociétés qui opéraient sous leurs juridictions.

La guerre civile du Sud-Soudan, longue de 20 ans (1983-2003) fut un conflit brutal, qui a laissé au moins deux millions de personnes décédées et qui a déplacé quatre autres millions de leurs foyers. De graves abus contre les droits humains ont été commis par toutes les parties du conflit, y compris la prise délibérée de civils comme cibles, la conscription forcée, l'usage d'enfants-soldats, les politiques de la terre brûlée et le blocage de la livraison d'aide alimentaire. L'usage d'armes lourdes, y compris le bombardement aveugle de zones civiles, fut une caractéristique importante du conflit. Les civils sont toujours tués et enlevés suite à des oppositions entre des communautés, milices et unités militaires armées dans la région, avec les armes qui continuent à être utilisées pour alimenter de graves violations des droits humains. Entre mai et juin 2008, les forces des deux côtés ont commencé un conflit direct dans la capitale provinciale, Abyei, déplaçant un nombre de personnes estimé à 50.000. En février 2009, des confrontations entre des contingents SAF (forces aériennes soudanaises) et SPLA (armée de libération des peuples du Soudan) des unités intégrées jointes stationnées à Malakal, au Sud-Soudan, ont laissé environ 62 morts (dont au moins 31 étaient des civils) et 94 blessés (dont au moins 21 étaient des civils), selon des rapports des Nations unies. Les observateurs militaires de l'ONU ont déclaré que tant les forces SAF que SPLA utilisaient des tanks de bataille important et des armes légères dans le combat. Les deux côtés utilisaient des tanks pour lancer leurs attaques.

Toute importation non déclarée d'armes au Sud-Soudan est une violation de l'accord global de paix (CPA) signé en 2005 par le gouvernement du Soudan et les autorités du Sud-Soudan, qui a été négocié pour une large part par le Kenya. Selon les procédures d'exécution de l'accord de paix, signées à Naivasha au Kenya le 31 décembre 2004, "le réapprovisionnement en munitions, armes et autre équipement meurtrier ou militaire" violerait les termes de l'accord, à moins qu'il n'ait été approuvé via un comité militaire conjoint et sous la supervision et la coordination de la mission des Nations unies au Soudan.

Des quantités importantes d'armes ont aussi été fournies au gouvernement du Nord-Soudan les dernières années, particulièrement par la Chine et la Russie qui ont alimenté des tueries et de graves violations des droits humains dans la région du Darfour et ailleurs. Dans la course vers le referendum longtemps attendu de février 2011 sur la possible sécession du Sud, il est clair que ce réarmement à grande échelle par le Nord- et le Sud-Soudan a des chances de rallumer un conflit armé majeur qui risque clairement des attaques aveugles contre des civils et d'autres graves violations des droits humains internationaux et de la loi humanitaire.

4.4.1. Armes ukrainiennes et Sud-Soudan

En septembre 2008, un bateau manœuvré par des Ukrainiens, le MV Faina, à destination de Mombasa (Kenya), a été détourné par des pirates somaliens. Le Faina transportait une grande charge d'artillerie, des armes légères et des tanks T-72 chargés à Oktyabrsk (Ukraine). Il y avait eu des spéculations largement répandues, comprenant une déclaration publique de la 5^e flotte navale des Etats-Unis dans l'Océan Indien, disant que la charge à bord était destinée, non aux forces armées kényanes, mais au gouvernement du Sud-Soudan (GOSS). Ceci fut démenti par le Ministre kényan de la défense, qui prétendit que 'GOSS' représentait un département (dont on n'avait jamais entendu parler) à l'intérieur du Ministère de la défense, appelé 'General Ordinance Supply and Security' (fournitures et sécurité de l'ordonnance générale).

Depuis lors, des documents sont venus au jour, incluant des listes d'expédition, des documents d'affrètement et un permis ukrainien d'exportation, montrant que la charge du MV Faina n'était qu'une expédition maritime d'armement parmi au moins trois depuis septembre 2007, exécutant au moins trois contrats d'armes, avec des numéros de contrats 'MOD/GOSS', signés avec un exportateur d'armes ukrainien, SSFTF 'Ukrinmash', respectivement le 29 décembre 2006 et le 15 février 2007. Le premier contrat comprenait des canons anti-aériens ZU-23-2 (23 mm) et ZPU-4 (14,5mm); des systèmes de lancement de fusées multiples BM-21 'Grad' 122 mm,

montés sur des camions URAL; des grenades lancées par des fusées RPG-7V; et au moins 7 conteneurs remplis de fusils d'assaut AKM. Le second contrat consistait en tanks de bataille T-72M1 et T-72M1K (version de commande), avec des pièces détachées, outils et accessoires. Le troisième contrat comprenait 13.926 ensembles de munitions pour tanks de 125 mm, adaptées aux tanks T-72.

Des rapports faits par l'Ukraine au Registre d'armes conventionnelles de l'ONU (UNRCA) en 2007 et 2008 montrent des exportations de 110 tanks T-72 vers le Kenya, ce qui a des chances de représenter le nombre total de tanks exportés en exécution partielle de ces contrats. A ce jour, les autorités kenyanes n'ont reconnu que la livraison de 33 tanks et d'autres armes du MV Faina et pas les deux expéditions précédentes non rapportées et leur contenu.

Ceci laisse à présent 77 tanks et les autres articles d'armes lourdes, systèmes d'artillerie et armes légères et de petit calibre non reconnus par les autorités kenyanes. Le Kenya a aussi manqué de soumettre aucun retour à l'UNRCA, montrant l'importation d'armes lourdes à partir de l'Ukraine.

Les deux expéditions précédentes sont arrivées au port de Mombasa en octobre 2007 et janvier 2008. La première est arrivée à bord du MV Radomyshl, qui était parti du port ukrainien d'Oktyabrsk le 14 septembre 2007 et est arrivé à Mombasa au Kenya le 29 octobre 2007. Le Radomyshl était manœuvré par la Compagnie de navigation du Danube de l'Ukraine (UDASCO), mais était affrété pour un temps, plus particulièrement par une société enregistrée au Royaume-Uni, "Marine Energy Trading Company" (société commerciale d'énergie marine) (METCO). Il n'a pas été possible de déterminer la propriété de contrôle de METCO: le contrat d'affrètement était arrangé par deux consultants basés en Lettonie, représentant deux sociétés enregistrées aux Iles vierges britanniques, et dont le droit de propriété est gardé secret sous la loi de ces îles.

La seconde expédition est arrivée à bord du MV Beluga Endurance manœuvré par des Allemands, qui est parti d'Oktyabrsk le 12 décembre 2007 et est arrivé à Mombasa le 12 janvier 2008. Le Beluga Endurance était manœuvré par la société allemande Beluga Shipping GmbH, mais affrété pour un temps par Ace Shipping Ltd de l'Ile de Man, associée de près à la société ukrainienne Phoenix Transport Services.

Un porte-parole de Phoenix Transport Services a dit aux chercheurs que "la seule raison d'utiliser la société Ace Shipping pendant l'affrètement du vaisseau est la simplification de la comptabilité, car la législation ukrainienne en matière de taxes est une des plus compliquées du monde."

Des représentants de Beluga Shipping ont dit aux chercheurs que le charter original devait transporter "de l'équipement général de construction" de l'Ukraine au Kenya, et pas de l'équipement militaire. En arrivant à Oktyabrsk et en découvrant que le chargement était en fait une grande collection d'armes et de munitions, des enquêtes ont été faites immédiatement aux départements pertinents du gouvernement en Allemagne et on a informé Beluga Shipping que ces armes étaient probablement destinées au Sud Soudan.

Selon Beluga Shipping, malgré un embargo de l'UE et des préoccupations nettes au sujet de la nature du chargement, les autorités allemandes n'ont fait aucune démarche pour arrêter la livraison.

Ceci et une autre recherche ont mis en lumière une déficience habituelle dans les contrôles allemands des exportations sur le transport: ceux-ci semblent couvrir uniquement les navires sous pavillon allemand, mais pas les bateaux qui sont possédés ou manœuvrés par des sociétés allemandes, mais qui ont des pavillons étrangers dans d'autres juridictions. Dans ce cas-ci, le Beluga Endurance, qui était manœuvré par une société allemande, était sous pavillon d'Antigue et Barbuda.

Preuve que des tanks ukrainiens ont été détournés vers le Sud-Soudan.

Une preuve convaincante, incluant l'analyse d'imagerie satellite, corroborée par des témoins oculaires et des entrevues avec des sources militaires proches de SPLA (Sudan' People Liberation Army: Armée de libération du peuple du Soudan) au Sud-Soudan, suggère aussi fortement que les armes livrées sur le MV Radymshyl et le MV Beluga Endurance ont été transférées clandestinement par route et rail à travers le Kenya via la ville de Lokichoggio à la frontière entre le Kenya et le Soudan. Par exemple, des témoins oculaires ont décrit une série de convois nocturnes de véhicules peu chargés, fin 2007 et en février 2008, avec des tanks clairement visibles sous des bâches ou du contreplaqué: les dates correspondent à l'arrivée de ces deux expéditions. D'autres témoins oculaires ont rapporté avoir vu des tanks qui correspondent à la description de T-72 blindés, explosifs, réactifs au

début 2009 en deux endroits près de Juba au Sud-Soudan. Une source militaire proche de la SPLA a décrit à un chercheur, avec quelques détails, les considérations politiques et militaires de l'achat de ces armes, suite à une visite en Ukraine du Chef du personnel de SPLA, le lieutenant-général Oyei Deng Ajak et d'autres officiers supérieurs de SPLA au début 2006.

En juillet 2009, "Jane's Defence Weekly", un hebdomadaire spécialisé au sujet de l'armement, a publié une série d'images satellites montrant pour la première fois des preuves photographiques de tanks qui venaient d'être livrés dans des bases de SPLA près de Juba au Sud-Soudan. Une image prise le 17 mai 2009 montrait clairement la présence de 12 nouveaux véhicules pistés avec des dimensions correspondant à celles de tanks T-72, et beaucoup plus grands que les tanks plus anciens T-55/Type 59 qui étaient utilisés précédemment par les forces de SPLA. L'analyse d'images prises par satellite depuis les casernes Kahawa, en dehors de Nairobi au Kenya en mars 2009, montre clairement la présence de 33 tanks T-72 qui ont été débarqués du MV Faina. Une comparaison des images prises de Kahawa et de Juba montre clairement que les véhicules sont des mêmes dimensions et forme, et indique de plus qu'au moins certains tanks T-72 des deux premières expéditions ont en fait été livrés au Sud-Soudan. Finalement, en juillet 2009, un porte-parole de SPLA, tout en niant que la charge de Faina était la sienne, a confirmé publiquement dans "Jane's Defence Weekly" fin mai 2009 que SPLA avait acquis des tanks T-72 "depuis l'an dernier et certains même plus tôt".

Conclusions

Le Soudan a été sujet à un embargo général sur les armes, de la part de l'UE, depuis 1994. L'implication des sociétés du Royaume-Uni et de l'Allemagne soulève des inquiétudes sérieuses sur la capacité et la volonté des gouvernements de l'UE de mettre cet embargo en œuvre et de le renforcer, aussi bien que de répondre à ce qui est prévu dans la position commune de l'UE en relation avec le conflit armé, le détournement et les violations des droits humains et de la loi humanitaire internationale. Il est nécessaire d'améliorer les contrôles d'exportations de l'UE pour mieux réglementer les sociétés impliquées dans le transport d'armes vers des destinations où il y a un risque substantiel que ces armes soient utilisées pour des violations de droits humains. Comme il est stipulé dans le rapport de 2007 du panel d'experts sur les courtiers d'armes, les contrôles de l'UE sur les activités de courtage doivent être renforcés pour inclure des contrôles sur des activités qui y sont étroitement associées, comme le transport, le transfert de fret, les agents courtiers et les agents de manutention. Pour éviter des échappatoires basées sur la juridiction, il est vital que les contrôles s'appliquent à toutes les sociétés basées, en fonction, ou enregistrées dans des pays de l'UE, comme cela se fait déjà pour certaines catégories d'armes au Royaume-Uni, par exemple.

Plusieurs gouvernements apparaissent avoir eu des renseignements forts qui suggéraient une livraison clandestine à grande échelle d'armes au Sud-Soudan. Ceci inclut une déclaration publique par les Etats-Unis, et apparemment l'information a été passée au gouvernement allemand par un transporteur au cours des embarquements. Un autre transporteur impliqué dans les expéditions, qui a dit aux chercheurs que les chargements étaient destinés au Sud-Soudan, agit comme officiel consulaire pour un gouvernement européen. Il est clair que des renseignements crédibles sont un outil majeur dans le processus d'évaluation des risques et dans des efforts plus vastes pour arrêter des livraisons d'armes qui risquent de contribuer à de sérieuses brèches au droit international. Dans ce cas-ci, les autorités allemandes n'ont pas essayé d'intervenir et de mettre fin à la livraison d'armes par une société allemande de transport, bien qu'elles aient été consultées par la société avant le départ de l'Ukraine.

Cette recherche a fourni une preuve supplémentaire du rôle que jouent des sociétés "bidon" pour faciliter des livraisons clandestines d'armes. Etant donné que l'UE est à l'avant-garde des efforts pour freiner la prolifération d'armes illicites, c'est un sérieux souci que de telles sociétés puissent facilement s'enregistrer dans des juridictions de l'UE sans aucun effort des gouvernements de l'UE pour enquêter sur ces sociétés ou les poursuivre, même quand leur implication dans des trafics d'armes illicites vient à la lumière. Il faut une supervision régulière plus grande, comprenant un enregistrement de tous les courtiers en armes et services subordonnés, et un processus plus rigoureux d'enregistrement et d'examen pour toute société d'UE qui souhaite s'adonner au commerce des armes conventionnelles.

4.5. Afrique du Sud

Andrew Feinstein dans son livre "After the Party: Corruption, the ANC and South Africa's Uncertain Future" (après la fête: corruption, l'ANC et l'avenir incertain de l'Afrique du Sud), montre les conséquences désastreuses pour le développement et la transparence de l'Afrique du Sud d'une transaction d'armes entre l'ANC et cinq gouvernements de l'UE et leurs sociétés. Andrew Feinstein est un ancien membre du parlement, de l'ANC, qui a démissionné après qu'on l'avait empêché d'enquêter sur les transactions d'armes.

Fin 1998 - début 1999, le gouvernement d'Afrique du Sud a dépensé plus de 4,5 milliards d'euros pour des armes dont le pays n'avait pas besoin et qu'il utilise à peine. Plus de 200 millions d'euros de pots-de-vin ont été payés à des politiciens éminents, des personnalités officielles, des intermédiaires et au parti de l'ANC au pouvoir. Les pots-de-vin furent un élément important de la motivation dans la transaction. Celle-ci violait au moins deux critères de la Position commune de l'UE et elle a eu un coût élevé pour l'Afrique du Sud dans son développement socio-économique; plus grave encore fut le dommage causé aux institutions démocratiques du pays et au régime de la loi.

Le processus d'acquisition fut faussé fatalement, avec le contrat le plus cher accordé pour un avion à réaction qui ne figurait pas sur la liste originelle et dont la Force aérienne a déclaré publiquement qu'elle ne voulait pas. C'était deux fois et demie plus cher que le prix de l'avion préféré, mais la société a payé plus de 100 millions d'euros en pots-de-vin.

L'accord fut signé à un moment où le Président Mbeki proclamait que le pays n'avait pas les ressources fiscales pour fournir des médicaments sauveurs de vie à près de 6 millions de personnes qui vivaient avec le VIH/sida, ce qui causa 335.000 décès évitables. La transaction a réduit, et continuera de réduire (jusqu'à la conclusion du contrat en 2018) le PIB de l'Afrique du Sud de 0,1% à 0,5% par an dans un environnement économique qui a plus de 25% de chômage officiel. Cet argent aurait pu fonder, non seulement les médicaments sauveurs de vie, mais aussi environ 33.000 nouvelles écoles avec un personnel d'enseignement complètement formé, deux millions de nouvelles maisons ou 100.000 nouveaux emplois pendant une décennie.

SOURCES GENERALES

Organisations:

Groupe pour la recherche et l'information sur la paix et la sécurité (GRIP). <http://www.grip-publications.eu>.

Réseau international d'action sur les armes de petit calibre (IANSA). www.iansa.org.

Ploughshares Fund. www.ploughshares.org.

South Eastern and Eastern Europe Clearinghouse for the Control of Small Arms and Light Weapons [Chambre de compensation de l'Europe méridionale et orientale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre] (SEESAC). www.seesac.org.

Stockholm International Peace Research Institute [Institut international de recherche sur la paix] (SIPRI). www.sipri.org.

Publications:

"African Arms Imports Share Up." [Les importations d'armes africaines partagent...] SIPRI. Mars 2010.

Armaments, Disarmament, and International Security. [Armements, désarmement et sécurité internationale] SIPRI Yearbooks [annuaires] 2005-2008.

"Eleventh Annual Report according to Article 8(2) of Council Common Position 2008/944/CFSP defining common rules governing control of exports of military technology and equipment..." *Official Journal of the European Union: Information and Notices*. Vol. 52. November 2009 ["Onzième rapport annuel établi en application de l'article 8, paragraphe 2, de la Position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires" *Journal officiel de l'Union Européenne: Informations et notes*, Vol.52, novembre 2009.]

Holtom, Paul. "Ukrainian Exports of Small Arms and Light Weapons, 2004-2007." SIPRI Background Paper. October 2008. ["Exportations ukrainiennes d'armes légères et de petit calibre, 2004-2007" Document d'arrière-plan de SIPRI, octobre 2008]

Tica Font & Francesc Benitez, Spanish Arms Exports: 1999-2008, [Exportations espagnoles d'armes: 1999-2008] Centre d'Estudis per la Pau J.M. Delàs (Justicia i Pau: Barcelona, Mars 2010)

Wezeman, Pieter D. "Arms Flows to the Conflict in Chad." SIPRI Background Paper. August 2009. ["Flux d'armes vers le conflit au Tchad." Document d'arrière-plan de SIPRI, août 2009]

Wezeman, Pieter D. "Arms Transfers to Central, North, and West Africa." SIPRI Background Paper. April 2009. ["Transferts d'armes vers l'Afrique centrale, du nord et de l'ouest." Document d'arrière-plan de SIPRI, avril 2009.]

Wezeman Pieter D. "Arms Transfers to East and Southern Africa." SIPRI Background Paper. December 2009. ["Transferts d'armes vers l'Afrique orientale et méridionale". Document d'arrière-plan de SIPRI, décembre 2009.]

Rapports nationaux:

"Rapport annuel sur le contrôle des exportations pour 2007 et 2008." Ministère de la défense de la République d'Albanie, Autorité de contrôle des exportations de l'Etat albanien.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} sept. 2003 au 31 déc. 2005", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} janv. 2006 au 30 juin 2006", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} juillet 2006 au 31 déc. 2006", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} janv. 2007 au 30 juin 2007", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} juillet 2007 au 31 déc. 2007", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} janv.2008 au 30 juin 2008", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} juillet 2008 au 31 déc. 2008", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} janv.2009 au 30 juin 2009", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport au Parlement d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: du 1^{er} juillet 2009 au 31 déc. 2009", Gouvernement belge, Département des Affaires étrangères.

"Rapport du gouvernement de Bruxelles concernant l'importation, l'exportation et le transit de biens militaires: période du 1^{er} janv. 2005 au 31 déc.2005."

"Rapport du gouvernement de Bruxelles concernant l'importation, l'exportation et le transit de biens militaires: période du 1^{er} janv. 2006 au 31 déc.2006."

"Rapport du gouvernement de Bruxelles concernant l'importation, l'exportation et le transit de biens militaires: période du 1^{er} janv. 2007 au 31 déc.2007."

"Rapport du gouvernement de Bruxelles concernant l'importation, l'exportation et le transit de biens militaires: période du 1^{er} janv. 2008 au 30 juin 2008."

"Rapport du gouvernement de Bruxelles concernant l'importation, l'exportation et le transit de biens militaires: période du 1^{er} juillet 2008 au 31 déc.2008."

"Rapport du gouvernement flamand sur les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes: Période du 1^{er} janv.2005 au 31 déc.2005."

"Rapport du gouvernement flamand sur les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes: Période du 1^{er} janv.2006 au 31 déc.2006."

"Rapport du gouvernement flamand sur les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes: Période du 1^{er} janv.2007 au 31 déc.2007."

"Rapport du gouvernement flamand sur les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes: Période du 1^{er} janv.2008 au 31 déc.2008."

"Rapport du gouvernement flamand sur les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes: Période du 1^{er} janv.2009 au 31 déc.2009."

"Rapport au parlement wallon d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: 2005."

"Rapport au parlement wallon d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: 2006."

"Rapport au parlement wallon d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: 2007."

"Rapport au parlement wallon d'après la loi sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes: 2008."

"Rapport annuel sur les exportations et importations d'armes: Informations sur les licences accordées pour le courtage d'armes, d'équipement militaire, et de produits à double emploi en 2006." Bosnie et Herzégovine, Ministère du Commerce extérieur et des relations économiques.

"Rapport annuel sur les exportations et importations d'armes: Informations sur les licences accordées pour le courtage d'armes, d'équipement militaire, et de produits à double emploi en 2007." Bosnie et Herzégovine, Ministère du Commerce extérieur et des relations économiques.

"Informations sur les licences accordées pour le courtage d'armes, d'équipement militaire, et de produits à double emploi en 2008." Bosnie et Herzégovine, Ministère du Commerce extérieur et des relations économiques.

"Rapport annuel sur le contrôle par la République tchèque des exportations d'équipement militaire et d'armes légères à usage civil dans la République tchèque – 2005." République tchèque, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport annuel sur le contrôle par la République tchèque des exportations d'équipement militaire et d'armes légères à usage civil dans la République tchèque – 2006." République tchèque, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport annuel sur le contrôle par la République tchèque des exportations d'équipement militaire et d'armes légères à usage civil dans la République tchèque – 2007." République tchèque, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport annuel sur le contrôle par la République tchèque des exportations d'équipement militaire et d'armes légères à usage civil dans la République tchèque – 2008." République tchèque, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport de la commission des biens stratégiques: année 2005." Gouvernement d'Estonie, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport de la commission des biens stratégiques: année 2006." Gouvernement d'Estonie, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport de la commission des biens stratégiques: année 2007." Gouvernement d'Estonie, Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport de la commission des biens stratégiques: année 2008." Gouvernement d'Estonie, Ministère des Affaires étrangères.

Rapport annuel d'après le Code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes. Rapport national de Finlande pour 2005." Gouvernement de Finlande, Ministère de la Défense.

Rapport annuel d'après le Code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes. Rapport national de Finlande pour 2006. Gouvernement de Finlande, Ministère de la Défense.

Rapport annuel d'après le Code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes. Rapport national de Finlande pour 2007. Gouvernement de Finlande, Ministère de la Défense.

Rapport annuel d'après le Code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes. Rapport national de Finlande pour 2008. Gouvernement de Finlande, Ministère de la Défense.

"Rapport au Parlement: Les exportations d'armement de la France en 2005." Gouvernement de France, Ministère de la Défense.

"Rapport au Parlement: Les exportations d'armement de la France en 2006." Gouvernement de France, Ministère de la Défense.

"Rapport au Parlement: Les exportations d'armement de la France en 2007." Gouvernement de France, Ministère de la Défense.

"Rapport au Parlement: Les exportations d'armement de la France en 2008." Gouvernement de France, Ministère de la Défense.

"Rapport sur l'équipement militaire en 2005." Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, Ministère Fédéral de l'Economie et de la Technologie.

"Rapport sur l'équipement militaire en 2006." Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, Ministère Fédéral de l'Economie et de la Technologie.

"Rapport sur l'équipement militaire en 2007." Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, Ministère Fédéral de l'Economie et de la Technologie.

"Rapport sur l'équipement militaire en 2008." Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, Ministère Fédéral de l'Economie et de la Technologie.

"Rapport annuel sur l'exportation d'armes, 2005." République de Macédoine.

"Rapport annuel sur l'exportation d'armes, 2007." République de Macédoine.

"Rapport annuel sur l'importation et l'exportation de biens contrôlés en 2006." La République de Montenegro, Ministère du Développement économique.

"Rapport annuel sur le commerce extérieur de biens contrôlés en 2007." La République de Montenegro, Ministère du Développement économique.

"Rapport annuel sur le commerce extérieur de biens contrôlés en 2008." La République de Montenegro, Ministère du Développement économique.

"Rapport annuel sur la politique d'exportation d'armes des Pays-Bas: 2005." Gouvernement des Pays-Bas, Ministère des Affaires économiques et Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport annuel sur la politique d'exportation d'armes des Pays-Bas: 2006." Gouvernement des Pays-Bas, Ministère des Affaires économiques et Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport annuel sur la politique d'exportation d'armes des Pays-Bas: 2007." Gouvernement des Pays-Bas, Ministère des Affaires économiques et Ministère des Affaires étrangères.

"Rapport annuel sur la politique d'exportation d'armes des Pays-Bas: 2008." Gouvernement des Pays-Bas, Ministère des Affaires économiques et Ministère des Affaires étrangères.

"Exportation de matériel de défense à partir de la Norvège en 2007, contrôle des exportations et coopération à la non-prolifération internationale." Gouvernement de Norvège, Ministère des Affaires étrangères.

"Relatório Annual de Importações e Exportações de Bens e Tecnologias Militares: Ano de 2007." Gouvernement du Portugal, Ministère de la Défense nationale.

"Relatório Annual de Importações e Exportações de Bens e Tecnologias Militares: Ano de 2008." Gouvernement du Portugal, Ministère de la Défense nationale.

Contrôle des exportations d'armes: rapport annuel: janvier-décembre 2006. Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, Agence nationale pour les contrôles d'exportations.

Contrôle des exportations d'armes: rapport annuel: janvier-décembre 2007. Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, Agence nationale pour les contrôles d'exportations.

"Rapport annuel sur la réalisation de transferts en commerce extérieur de biens contrôlés pour 2005 et 2006." République de Serbie, Ministère de l'Economie et du Développement régional.

"Rapport annuel sur la réalisation de transferts de biens contrôlés en 2007." République de Serbie, Ministère de l'Economie et du Développement régional, Secteur du régime et de la politique du commerce extérieur.

Rapport sur les exportations/importations d'armes: 2006." Ministère slovène de la Défense.

Rapport sur les exportations/importations d'armes: 2007." Ministère slovène de la Défense.

Rapport sur les exportations/importations d'armes: 2008." Ministère slovène de la Défense.

Rapport sur les exportations/importations d'armes: 2009." Ministère slovène de la Défense.

"Statistiques d'exportations espagnoles concernant du matériel de défense, d'autres matériels et des articles et technologies à double usage, 2006." Gouvernement d'Espagne, Ministère de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce.

"Statistiques d'exportations espagnoles concernant du matériel de défense, d'autres matériels et des articles et technologies à double usage, 2007." Gouvernement d'Espagne, Ministère de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce.

"Statistiques d'exportations espagnoles concernant du matériel de défense, d'autres matériels et des articles et technologies à double usage, 2008." Gouvernement d'Espagne, Ministère de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce.

"Contrôle d'exportations stratégiques en 2005 - Equipement militaire et produits à double usage." Corps national d'inspection de produits stratégiques (ISP).

"Contrôle d'exportations stratégiques en 2006 - Equipement militaire et produits à double usage." Corps national d'inspection de produits stratégiques (ISP).

"Contrôle d'exportations stratégiques en 2007 - Equipement militaire et produits à double usage." Corps national d'inspection de produits stratégiques (ISP).

"Contrôle d'exportations stratégiques en 2008 - Equipement militaire et produits à double usage." Corps national d'inspection de produits stratégiques (ISP).

"Exportations de Matériel de Guerre: 2005." Secrétariat des affaires économiques de l'Etat Suisse (SECO)

"Exportations de Matériel de Guerre: 2006." Secrétariat des affaires économiques de l'Etat Suisse (SECO)

"Exportations de Matériel de Guerre: 2007." Secrétariat des affaires économiques de l'Etat Suisse (SECO)

"Exportations de Matériel de Guerre: 2008." Secrétariat des affaires économiques de l'Etat Suisse (SECO)

"Exportations de Matériel de Guerre: 2009." Secrétariat des affaires économiques de l'Etat Suisse (SECO)

"Contrôles d'exportations stratégiques du Royaume-Uni: rapport annuel 2005." United Kingdom Foreign and Commonwealth Office.

"Contrôles d'exportations stratégiques du Royaume-Uni: rapport annuel 2006." United Kingdom Foreign and Commonwealth Office.

"Contrôles d'exportations stratégiques du Royaume-Uni: rapport annuel 2007." United Kingdom Foreign and Commonwealth Office.

"Contrôles d'exportations stratégiques du Royaume-Uni: rapport annuel 2008." United Kingdom Foreign and Commonwealth Office.

"Contrôles d'exportations stratégiques du Royaume-Uni: rapport annuel 2009." United Kingdom Foreign and Commonwealth Office.